

WORLD HEALTH
ORGANIZATION



ORGANISATION MONDIALE
DE LA SANTE

FOURTEENTH WORLD HEALTH ASSEMBLY

QUATORZIEME ASSEMBLEE MONDIALE DE LA SANTE

A14/VR/11

22 February 1961

22 février 1961

| Provisional Verbatim Record | Compte rendu in extenso provisoire |
|--|--|
| <p>ELEVENTH PLENARY MEETING</p> <p><u>Wednesday, 22 February 1961</u> <u>at 2.30 p.m.</u></p> <p>Vigyan Bhavan New Delhi</p> | <p>ONZIEME SEANCE PLENIERE</p> <p><u>Mercredi, 22 février 1961</u> <u>à 14 h.30</u></p> <p>Vigyan Bhavan New Delhi</p> |

President : Dr A. L. MUDALIAR (India)
Président : (Inde)

Note : In this provisional record speeches in English or French are reproduced in the language used by the speaker, those delivered in another official language are given in English or French. The final record will be published in separate English, French and Spanish versions, each containing speeches in the original language or in translation.

Corrections to this provisional record should be submitted in writing to the Chief, Records Service, Room 355B within 48 hours of its distribution.

Note : Le présent compte rendu provisoire reproduit dans la langue originale les discours prononcés en anglais ou en français; les discours prononcés dans une autre langue officielle sont traduits en anglais ou en français. Le compte rendu définitif sera publié en trois éditions distinctes (anglaise, française et espagnole), chacune reproduisant les discours dans la langue originale ou en traduction suivant le cas.

Les rectifications au présent compte rendu provisoire doivent être adressées par écrit au Chef du Service des Comptes rendus, Bureau 355B, dans les 48 heures suivant la distribution de ce document.

CONTENTS

| | <u>Page</u> |
|--|-------------|
| 1. Fourth report of the Committee on Administration, Finance and Legal Matters | 3 |
| 2. Fourth report of the Committee on Programme and Budget .. | 19 |
| 3. Statement by the Delegate of Belgium | 28 |

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| 1. Quatrième rapport de la Commission des Questions administratives, financières et juridiques | 3 |
| 2. Quatrième rapport de la Commission du Programme et du Budget | 19 |
| 3. Déclaration du délégué de la Belgique | 28 |

1. FOURTH REPORT OF THE COMMITTEE ON ADMINISTRATION, FINANCE AND LEGAL MATTERS

QUATRIEME RAPPORT DE LA COMMISSION DES QUESTIONS ADMINISTRATIVES, FINANCIERES ET JURIDIQUES

The PRESIDENT : The meeting is please called to order. Fellow delegates, at the meeting held yesterday and at noon today, the General Committee decided to transmit to this plenary meeting, in accordance with Rule 51 of the Rules of Procedure, the fourth report of the Committee on Administration, Finance and Legal Matters, which is contained in document Al4/22, and the fourth report of the Committee on Programme and Budget, which is contained in document Al4/23. As these reports were distributed to delegates less than 24 hours before this meeting, they will be read aloud by the Rapporteurs. I shall first call on Mr Sar, Rapporteur of the Committee on Administration, Finance and Legal Matters, to kindly come up to the rostrum and read the report, resolution by resolution.

M. SAR (Sénégal), Rapporteur de la Commission des Questions administratives, financières et juridiques : Monsieur le Président, je vais donner lecture du projet de quatrième rapport établi par la Commission des Questions administratives, financières et juridiques.

La Commission des Questions administratives, financières et juridiques a tenu ses sixième, septième, huitième et neuvième séances les 16, 18 et 20 février 1961.

Elle a décidé de recommander à la Quatorzième Assemblée mondiale de la Santé l'adoption des résolutions suivantes :

1. Compte spécial pour l'éradication du paludisme

La Quatorzième Assemblée mondiale de la Santé,

Ayant examiné le rapport du Directeur général sur l'état du compte spécial pour l'éradication du paludisme,

1. REMERCIE les donateurs dont les contributions volontaires ont rendu possible le programme d'éradication du paludisme de l'OMS;
2. APPRECIÉ l'action énergique que le Directeur général a menée pour obtenir des contributions au compte spécial;
3. EXPRIME la conviction que des contributions volontaires demeureront indispensables pour la réussite du programme si l'on veut :
 - a) maintenir le programme et fournir des ressources supplémentaires qui permettront de poursuivre plus rapidement et plus largement l'exécution du programme; et
 - b) fournir des fonds pour le paiement des crédits;
4. PRIÉ instamment les Etats Membres, et en particulier les pays les plus développés économiquement, d'envisager le versement de contributions volontaires substantielles - tant en nature qu'en espèces - au compte spécial pour l'éradication du paludisme, en s'inspirant des considérations exposées ci-dessus au paragraphe 3;
5. PRIÉ le Directeur général de poursuivre ses efforts en vue de recueillir des contributions volontaires à toutes les sources possibles, notamment auprès des gouvernements, des organisations sanitaires bénévoles, des fondations, des milieux industriels, des organisations syndicales, des institutions et des particuliers;
6. PRIÉ le Directeur général de faire rapport à la Quinzième Assemblée mondiale de la Santé sur l'état du compte spécial pour l'éradication du paludisme et sur l'affectation des fonds du compte aux différents objets, y compris ceux qui sont énumérés ci-dessus au paragraphe 3; et
7. EXPRIME l'espoir que les Etats Membres envisageront d'émettre des timbres-poste consacrés à l'éradication du paludisme, comme l'a recommandé le Conseil exécutif à sa vingt-sixième session.

The PRESIDENT : The resolution has been read out to you. I shall put the resolution to a vote in accordance with the desire of certain delegations. Before doing so, may I know if there are any observations ? In the absence of any

observations, I shall now put the resolution to vote. Those in favour of this resolution will please raise their cards. Those against the resolution? Abstentions? The result of the voting is as follows: for, 64; against, nil; abstention, one. The resolution is adopted. Now, will the Rapporteur kindly read the second resolution of the Committee?

M. SAR, Rapporteur :

2. Décisions de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'AIEA intéressant l'activité de l'OMS dans les domaines administratif et financier : Rapport sur les décisions de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'AIEA

La Quatorzième Assemblée mondiale de la Santé

PREND ACTE du rapport du Directeur général sur les décisions de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'Energie atomique qui intéressent l'activité de l'OMS dans les domaines administratif et financier.

The PRESIDENT : Any observations? I take it all are agreed on this resolution.

The resolution is adopted. Item 3.

M. SAR, Rapporteur :

3. Décisions de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'AIEA intéressant l'activité de l'OMS dans les domaines administratif et financier : Consultation préalable entre institutions sur les questions d'intérêt commun

La Quatorzième Assemblée mondiale de la Santé,

Ayant examiné la question de la coordination entre l'OMS d'une part et l'Organisation des Nations Unies, les autres institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'Energie atomique d'autre part, y compris la résolution EB27.R28 du Conseil exécutif; et

Considérant que le Comité administratif de Coordination entreprend actuellement, à la demande du Conseil économique et social, une étude sur la coordination,

1. FAIT SIENNE la conclusion du Conseil exécutif, à savoir que des consultations préalables sur les questions qui intéressent deux ou plusieurs institutions sont essentielles pour une coopération efficace entre les organisations; et

2. PRIE le Directeur général de consulter les autres membres du Comité administratif de Coordination sur la nécessité de consultations préalables à l'échelon approprié pour les questions de cette nature.

The PRESIDENT : Any observations ? May I take it that the Assembly accepts this resolution ? The resolution is adopted. Item 4.

M. SAR, Rapporteur :

4. Rapport annuel du Comité mixte de la Caisse commune des Pensions du Personnel des Nations Unies pour 1959

La Quatorzième Assemblée mondiale de la Santé,

PREND NOTE de la situation de la Caisse commune des Pensions du Personnel des Nations Unies telle qu'elle ressort des données contenues dans le rapport annuel pour l'exercice 1959 et qui lui ont été communiquées par le Directeur général.

The PRESIDENT : Is this resolution accepted by the House ? The resolution is accepted. Item 5, please.

M. SAR, Rapporteur :

5. Nomination de représentants au Comité de la Caisse des Pensions du Personnel de l'OMS

La Quatorzième Assemblée mondiale de la Santé,

DECIDE que le membre du Conseil exécutif désigné par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique est nommé membre du Comité de la Caisse des Pensions du Personnel de l'OMS et que le membre du Conseil exécutif désigné par le Gouvernement de la Pologne est nommé membre suppléant de ce comité, ces nominations étant valables pour trois ans.

The PRESIDENT : Any observations ? May I take it that the Assembly accepts this resolution ? The resolution is accepted. Resolution No. 6, Mr. Rapporteur.

M. SAR, Rapporteur :

6. Monnaie de paiement des contributions

La Quatorzième Assemblée mondiale de la Santé,

Considérant l'accroissement du budget ordinaire qui résultera de l'incorporation dans ce budget d'une partie des dépenses relatives aux activités entreprises dans les pays au titre du programme d'éradication du paludisme,

Tenant compte des dispositions du Règlement financier, en particulier de l'article 5.5; et

Rappelant la résolution EB10.R13 adoptée par le Conseil exécutif à sa dixième session ainsi que les résolutions antérieures de l'Assemblée de la Santé et du Conseil exécutif,

PRIE le Directeur général et le Conseil exécutif d'étudier plus avant la question du paiement des contributions en monnaies autres que le dollar des Etats-Unis, le franc suisse ou la livre sterling.

The PRESIDENT: Are there any observations on this resolution? Is the House prepared to accept this resolution? The resolution is accepted.

Item 7.

M. SAR, Rapporteur :

7. Lieu de réunion de la Quinzième Assemblée mondiale de la Santé

La Quatorzième Assemblée mondiale de la Santé,

Considérant les dispositions de l'article 14 de la Constitution relatives au choix du pays ou de la Région où doit se tenir la prochaine Assemblée de la Santé,

DECIDE que la Quinzième Assemblée mondiale de la Santé aura lieu en Suisse.

The PRESIDENT: Does the House accept this resolution? The resolution is adopted. Item 8.

M. SAR, Rapporteur :

8. Rapport annuel du Directeur général pour 1960 : Questions administratives et financières

La Quatorzième Assemblée mondiale de la Santé,

Ayant examiné la partie du Rapport annuel du Directeur général sur l'activité de l'OMS en 1960 qui a trait aux questions administratives et financières;

Constatant que, la session s'étant ouverte à une date très proche de la clôture de l'exercice financier, le Rapport financier du Directeur général pour l'exercice 1er janvier - 31 décembre 1960 et le Rapport du Commissaire aux comptes pour ce même exercice n'ont pas pu lui être communiqués; et

Considérant que le Conseil exécutif examinera ce Rapport financier à sa vingt-huitième session et qu'il fera rapport à son sujet à la Quinzième Assemblée mondiale de la Santé,

1. FELICITE le Directeur général et son secrétariat pour l'excellente gestion que permet de constater l'examen de son Rapport, et qui ressort également du remarquable exposé qui a été fait au nom du Directeur général à la Commission des Questions administratives, financières et juridiques; et

2. NOTE que la situation administrative de l'Organisation est saine et que, d'après le rapport provisoire, la situation financière peut également être considérée comme satisfaisante.

The PRESIDENT: Any observations? May I take it that the Assembly accepts this resolution? The resolution is adopted. Item 9.

M. SAR, Rapporteur :

9. Rapport annuel du Directeur général pour 1960 : Universalité de composition de l'OMS

La Quatorzième Assemblée mondiale de la Santé,

Rappelant qu'aux termes du préambule de la Constitution de l'Organisation mondiale de la Santé, la santé de tous les peuples est une condition fondamentale de la paix et de la sécurité et dépend de la coopération la plus étroite des individus et des Etats;

Rappelant les dispositions du chapitre III de la Constitution relatives à la qualité de Membre de l'Organisation, et plus particulièrement l'article 3 aux termes duquel la qualité de Membre de l'Organisation mondiale de la Santé est accessible à tous les Etats;

Considérant que, si des Etats qui répondent aux conditions requises pour faire partie de l'Organisation, mais qui n'y sont pas représentés à l'heure actuelle, participaient à ses travaux, il en résulterait un développement plus complet de ses activités; et

Considérant qu'un certain nombre de nouveaux Etats sont en cours de création, notamment en Afrique, et vont remplir les conditions requises pour être Membres de l'Organisation,

INVITE tous les Etats qui remplissent ou vont remplir les conditions fixées dans le chapitre III de la Constitution mais qui, à l'heure actuelle, ne sont pas représentés dans l'Organisation mondiale de la Santé, à envisager de demander leur admission en qualité de Membres de l'Organisation.

The PRESIDENT: Are there any observations on this resolution? The delegate of the Philippines.

Dr SAMONTE (Philippines): Mr President, distinguished members of this Assembly, I have taken this opportunity to register some further observations on this very important matter. The resolution that is presently under consideration before this Assembly has been the subject of a very protracted discussion and debate in the Committee on Administration, Finance and Legal Matters. And why should it not be so? The subject-matter relates generally to that part of mankind which is not at present within the ministrations of the World Health Organization. It is, therefore, a happy augury that so much valuable time and participation have been generated in its discussion. It shows that we are all very much concerned with them.

My delegation wishes to be allowed at this moment to state that we, too, are very much concerned with these peoples and we sincerely share the solicitude of those who, during the debate in the Committee took it upon themselves to speak on behalf of these peoples. We, too, wish and want these peoples to join this ever-enlarging brotherhood.

By way of recapitulation, when the resolution of the delegation of Czechoslovakia was taken up in the Committee on Administration, Finance and Legal Matters, my delegation stated its position squarely in opposition to its adoption, for the reason that the operative clause would require the exercise of a basically political function, for which we believe the World Health Organization had no competence. A perusal of the resolution that is being submitted to this plenary Assembly shows that the basis of my delegation's opposition to the original resolution of the delegation of Czechoslovakia remains. To quote the operative clause of the final draft, as amended: "Invites all States which are or become eligible in accordance with Chapter III of the Constitution, but which are not represented in the World Health Organization, to consider applying for membership in the Organization". In this operative clause, WHO has to perform two acts, namely, first, to determine which States have become eligible for membership under the provisions of Chapter III of the Constitution, and, secondly, to invite these States to consider applying for membership. My delegation feels that there is no question that these two acts, particularly the first one, are basically political decisions which WHO has no competence to make.

Why is WHO not competent? The answer should be obvious: because basically its special discipline is not of law or of government, to which these decisions appertain, but of medicine and science. The first act calls for the determination by WHO as to which are the States that have become eligible for membership under the provisions of Chapter III of the Constitution. This process of determination presupposes some criteria of what constitutes eligibility, and in seeking for the attributes of what is eligibility this Assembly will probably have to resort to the definition of the United Nations. My delegation believes that the United Nations, because of its competence in law and in government, is the proper body to make these political decisions required to be done in the operative clause of this resolution now under discussion before the plenary Assembly.

Now the question may be asked - and it may probably be a silly question - what would happen if WHO presumed to perform a function that is not within its competence? The answer is not hard to seek. As if recent events had conspired to bring the answer to this question in bold relief, there was enacted here in this Assembly, not so long ago, the sad spectacle of a Member of WHO that withdrew its membership in this Organization because of the exercise by WHO of this controversial function, which my delegation firmly believes is not within its competence.

It might be argued, however, and not without justification, that WHO acted within its constitutional powers in accordance with Article 3 of Chapter III when it admitted Mauritania to membership. Very well. But, if this act of WHO means anything at all, my delegation feels that it only brings to question the propriety or wisdom of the unqualified exercise of this power, in view of the special relationship existing now between the United Nations and the World Health Organization. Nevertheless, should WHO insist on the exercise of this political function simply because the provision is there in the Constitution, my delegation believes that there should be a clear and unmistakable qualification to its exercise, such that only States seeking membership in WHO whose sovereignty over their respective territories is unquestioned should be admitted; and those affected and afflicted with a serious controversy, as that of China and Mauritania, be left to the resolution of the United Nations. A consistent policy along this line, in the exercise of this constitutional power, would no doubt spare WHO the divisive consequences which a political controversy of this kind unusually engenders.

On this matter my delegation is prepared to submit an amendatory resolution, calculated to add a clear and unmistakable qualification of the exercise of Article 3 of Chapter III of the Constitution.

In concluding this intervention, my delegation realizes that its objection to this resolution is purely procedural and that we are in fullest sympathy with the sentiment to include and admit all people of all races and creeds under the benevolent ministrations of the World Health Organization. Much as my delegation sincerely detests mere matters of procedure to interfere with the speedy implementation of a noble objective, it seems, however, that we cannot dispense with them. They are a necessary evil that haunts us with their unceasing presence in anything we do under any condition.

Gentlemen of the Assembly, allow me to conclude with this observation: that the contradictory political decisions taken by this Assembly in the cases of China and Mauritania can only forebode distrust in the integrity and courage of the World Health Organization.

The PRESIDENT: I gather that this subject was thoroughly discussed in the Committee on Administration, Finance and Legal Matters and that all aspects of it have already been considered. I therefore propose that the Assembly should vote on this resolution by a show of hands.

The DIRECTOR-GENERAL: Mr President, this is just to clear the record. The honourable delegate of the Philippines has said that the Government of Morocco has withdrawn from the World Health Organization. May I clear this record: the Government of Morocco's delegation to the Fourteenth World Health Assembly withdrew from the Assembly. Morocco continues to be a Member of the World Health Organization.

The PRESIDENT: Thank you. The delegate of the Philippines.

Dr SAMONTE (Philippines): Ladies and gentlemen, I am sorry for the misinformation. I stand corrected.

The PRESIDENT: The delegate of Norway.

Dr EVANG (Norway): Mr President, dear fellow delegates, I am not going to prolong this discussion or enter into the matter of substance. Only, since I did not hear the distinguished delegate of the Philippines mention the origin of the resolution before us, I would just like to mention for the delegates who **happened not** to be present in the Committee on Administration, Finance and Legal Matters that, after a prolonged discussion, the Australian delegation, supported by the delegations of Argentina, France and the United Kingdom, proposed the amendment which was finally approved by the Committee on Administration, Finance and Legal Matters and which is now before you for your decision.

The PRESIDENT: I shall now put the resolution to the vote. Those in favour of the resolution are kindly requested to raise their cards. Those against the resolution? Abstentions? The result of the voting is as follows: those in favour of the resolution, 64; against the resolution, 4; abstentions, 10. The resolution is adopted. I shall now put the whole of the Report - The Fourth Report of the Administration, Finance and Legal Matters. Any observations?

The delegate of the Federal Republic of Germany.

Le Dr STRALAU (République fédérale d'Allemagne) : Monsieur le Président, mes chers collègues, à la suite du vote qui vient d'avoir lieu, la République fédérale d'Allemagne désire formuler la remarque suivante et la voir inclure au procès-verbal :

Prenant en considération les remarques faites par le délégué de l'URSS le 20 février à la Commission des Questions administratives, financières et juridiques, ma délégation désire attirer l'attention de l'Assemblée sur le fait que cette partie de l'Allemagne qu'il dénommait "République démocratique allemande" ne peut être considérée, pour des raisons bien connues de tous les délégués membres de cette Assemblée, comme un Etat souverain et indépendant.

The PRESIDENT : The delegate of the United States of America.

Dr BURNEY (United States of America) : Mr President and distinguished delegates, I have asked for the floor to explain briefly my delegation's favourable vote on the resolution just adopted. We supported it in view of the incorporation of the qualifying clause that the invitation is extended, as the resolution says, to States which are not represented in the Organization. It is our understanding that the States of Korea, Viet-Nam, China and Germany are in fact now represented in our Organization.

The PRESIDENT : The delegate of China.

Dr CHEN (China): Mr President, I have asked for the floor to explain my abstention from voting on this resolution which was just passed. Although we are very much in sympathy with the intentions of the sponsors of this resolution, we feel that the effect of passing this resolution is to repeat what has been said very clearly in the Constitution of the World Health Organization, and that the passage of this resolution is not only superfluous but also may give the impression that we have not much faith in the adequacy of the Constitution of WHO.

I also want to put on record, in view of the discussions in plenary session and in the Committee, that the four nations mentioned just a moment ago by the delegate of the United States of America are all represented in WHO, namely, China, Korea, Viet-Nam and Germany, and that another State mentioned, that of Outer Mongolia, is something which is so completely dominated by a foreign power that it is not eligible for membership in the World Health Organization.

The PRESIDENT: The delegate of the Union of Soviet Socialist Republics.

Mr KOSENKO (Union of Soviet Socialist Republics) (translation from the Russian): Mr President, fellow delegates, in connexion with the statement of the delegate of the Federal Republic of Germany and the statements made by the delegate of the United States of America and the Chiang-Kai-Shek representative, I should like, on behalf of the delegation of the Soviet Union to repeat once again what I said in the Committee on Administration, Finance and Legal Matters.

It is well known that the Mongolian People's Republic has been an entirely sovereign independent State for more than forty years, inasmuch as after the end of the second World War there was a national plebiscite in Mongolia which confirmed the Mongolian people's desire for an independent sovereign existence.

As to the German Democratic Republic, it is well known that in that country a people's democratic system has been established which has the support of an absolute majority of the German people.

Regarding the Korean People's Republic and the Democratic Republic of Viet-Nam, there again, as all delegates are aware, people's democratic systems have been set up and the governments formed by the peoples of those countries enjoy unqualified support and are achieving outstanding success in building up a new and happy life.

The PRESIDENT : The delegate of Korea.

Dr SOOK BANG (Republic of Korea) : Mr President, first of all I thank the distinguished delegate of the United States of America, and also I would like to take this opportunity to protest the remarks made by the Czechoslovak delegate in the plenary meeting, as well as in committee meetings, with regard to our sovereignty. As you all know, the Government of the Republic of Korea is the only legal Government and has been recognized as such by the United Nations. The regime in the northern part of Korea is not a government, but

a regime imposed upon the people by the foreign aggressors, and it is not qualified to be afforded the dignity of being considered to be seated in any agency of our United Nations, particularly WHO. I have made this statement just for the record.

The PRESIDENT : I now take up the fourth report of the Committee on Programme and Budget and request the Rapporteur, Dr A. M. Kamal, to present the report resolution by resolution.

The delegate of Viet-Nam has raised his card rather late, but I shall allow him on this occasion and the delegate of Switzerland. These will be the last two speakers.

Le Dr TRAN VY (Viet Nam) : Monsieur le Président, je ne voudrais pas prolonger une discussion qui n'a déjà que trop duré. Cependant, l'allusion que vient de faire la délégation soviétique me met dans l'obligation de répondre que le Viet Nam était déjà Membre de l'Organisation mondiale de la Santé avant l'armistice de Genève; je dis bien armistice, parce que ce n'est là que la reconnaissance d'une situation militaire. Et, à tous les points de vue, la République du Viet Nam, dont j'ai l'honneur d'être ici le représentant, est le seul et unique gouvernement légal du Viet Nam et le seul qualifié pour représenter le peuple vietnamien devant toutes les instances internationales.

The PRESIDENT : The delegate of Switzerland, please.

M. CAMPICHE (Suisse) : Monsieur le Président, une explication de vote.

Si la délégation suisse a voté contre cette résolution, ce n'est pas du tout parce qu'elle est contre le principe de l'universalité. Mais nous pensons que la Constitution réglait très clairement cette question, et que cette résolution était donc superflue.

2. FOURTH REPORT OF THE COMMITTEE ON PROGRAMME AND BUDGET
QUATRIEME RAPPORT DE LA COMMISSION DU PROGRAMME ET DU BUDGET

The PRESIDENT : May I now ask the Rapporteur of the Committee on Programme and Budget to present the fourth report of this committee.

Dr Kamal.

Dr KAMAL (United Arab Republic), Rapporteur of the Committee on Programme and Budget : Mr President, honourable colleagues, I wish first to draw your attention to an oversight in this document. The first line should read as follows, in the English version : "At its eleventh, twelfth, thirteenth and fourteenth meetings, on 20, 21 and 22 February". Now for the report.

Fourth report of the Committee on Programme and Budget.

At its eleventh, twelfth, thirteenth and fourteenth meetings, on 20, 21 and 22 February, the Committee on Programme and Budget decided to recommend the following resolutions for adoption by the Fourteenth World Health Assembly:

1. Annual Report of the Director-General for 1960: Programme Aspects

The Fourteenth World Health Assembly,

Having reviewed the Report of the Director-General on the work during 1960,

1. NOTES with satisfaction the manner in which the programme was planned and carried out in 1960 in accordance with the established policies of the Organization; and
2. COMMENDS the Director-General for the work accomplished.

The PRESIDENT: Are there any observations on this resolution? May I take it that the Assembly accepts this resolution? The resolution is accepted.

Dr KAMAL, Rapporteur:

2. Continued Assistance to Newly Independent States

The Fourteenth World Health Assembly,

Recognizing that there is an increasing number of new Members from under-developed areas being admitted to full membership of WHO, and

Realizing that without adequate numbers of trained doctors, nurses, technical and allied health personnel among the indigenous population, these new States can never hope to achieve the primary objective of WHO, which is the enjoyment of the highest attainable standard of health,

1. NOTES with satisfaction the speedy assistance given by WHO to the Republic of the Congo (Leopoldville) along these lines;
2. REQUESTS the Director-General:
 - (1) to continue to give such speedy assistance to all newly independent States who become Members of WHO, and
 - (2) to report on these matters to the twenty-eighth session of the Executive Board and to the Fifteenth World Health Assembly.

The PRESIDENT: Are there any observations on this resolution? May I take it that the Assembly accepts this resolution? The resolution is adopted.

Dr KAMAL, Rapporteur:

3. Malaria Eradication Programme

The Fourteenth World Health Assembly,

Considering that it is necessary to make the maximum and most rational use of the resources placed at the disposal of the world malaria eradication programme, so as to achieve final success as soon as possible;

Noting that the Fourteenth World Health Assembly has approved the gradual incorporation of provision for all malaria activities in the regular budget of the Organization, as from 1962;

Noting that this fact signifies that a further effort will be made by the majority of countries which will have repercussions on their economy, and that it should be counterbalanced by the guarantee that these funds will be used in the most rational manner, in accordance with a programme based on the contributions voted; and

Noting that many countries have made satisfactory progress in their programmes, having trained their technical personnel, who have thus acquired adequate experience in carrying out the programmes,

1. REQUESTS the Director-General to prepare estimates of the trends in the activities of the Organization in respect of malaria for the coming five years, which will make it possible to visualize the future clearly;

2. RECOMMENDS that in those countries whose programmes are making satisfactory progress and which have sufficient trained personnel, the possibility of reducing technical advisory assistance be studied by the respective Regional Committees for the benefit of those whose programmes have not yet started or are in their initial stages, as well as in order to make available equipment and supplies, particularly drugs, for use in the consolidation stages.

The PRESIDENT: Any observations? Shall we adopt this resolution? The resolution is adopted.

Dr KAMAL, Rapporteur:

4. Priorities in Programme

The Fourteenth World Health Assembly

REQUESTS the Director-General, in consultation with the Executive Board and the regional committees, to reconsider the question of priorities in programme, and to report thereon to the Fifteenth World Health Assembly.

The PRESIDENT: Any observations? Can we accept this resolution? The resolution is accepted.

Dr KAMAL, Rapporteur:

5. Smallpox Eradication Programme

The Fourteenth World Health Assembly,

Having examined the Director-General's Report on the smallpox eradication programme;

Considering that progress has been made in the programme, particularly as concerns the production of potent and stable vaccines;

Noting, however, that this disease still represents an important problem in international travel, according to the reports of the WHO Committee on International Quarantine, that for this reason it is urgent to speed up the activities of the programme, and that in order to do so it is necessary to provide adequate material resources and advisory technical assistance,

1. RECOMMENDS that those countries which have not yet done so should start their eradication programme as soon as possible;
2. URGES those countries more economically advanced to make voluntary contributions in cash and in kind so as to increase the funds of the WHO Special Account; and
3. REQUESTS the Director-General to report further to the Fifteenth World Health Assembly.

The PRESIDENT: Any remarks? May we adopt this resolution? The resolution is adopted.

6. Committee on International Quarantine: Eighth Report

The Fourteenth World Health Assembly,

Having considered the eighth report of the Committee on International Quarantine,

1. THANKS the members of the Committee for their work; and
2. ADOPTS the report.

The PRESIDENT: May we adopt this resolution? This resolution is adopted.

Dr KAMAL, Rapporteur:

7. WHO/UNICEF Jointly Assisted Activities

The Fourteenth World Health Assembly,

Having considered the report of the Director-General on the developments in activities assisted jointly with UNICEF;

1. NOTES the report of the Director-General;
2. THANKS UNICEF for its support to all aspects of maternal and child health, including communicable disease control (particularly malaria eradication), nutrition and health services benefiting mothers and children, and the training of staff for such services; and
3. EXPRESSES its satisfaction with the continuing close and effective collaboration between the two organizations.

The PRESIDENT: Any observations? Shall we adopt this resolution? The resolution is adopted. Now the appropriation resolution for the financial year 1962.

Dr KAMAL, Rapporteur:

8. Appropriation Resolution for the Financial Year 1962

The Fourteenth World Health Assembly

RESOLVES to appropriate for the financial year 1962 an amount of US\$ 25 290 320 as follows:

I.

| <u>Appropriation Section</u> | <u>Purpose of Appropriation</u> | <u>Amount US \$</u> |
|-----------------------------------|--|-------------------------|
| PART I: ORGANIZATIONAL MEETINGS | | |
| 1. | World Health Assembly | 283 910 |
| 2. | Executive Board and its Committees | 180 100 |
| 3. | Regional Committees | 123 290 |
| | Total - Part I | <u>587 300</u> |
| PART II: OPERATING PROGRAMME | | |
| 4. | Programme Activities | 12 219 046 |
| 5. | Regional Offices | 2 314 257 |
| 6. | Expert Committees | 219 800 |
| 7. | Other Statutory Staff Costs | 4 033 794 |
| | Total - Part II | <u>18 786 897</u> |
| PART III: ADMINISTRATIVE SERVICES | | |
| 8. | Administrative Services | 1 480 650 |
| 9. | Other Statutory Staff Costs | 455 333 |
| | Total - Part III | <u>1 935 983</u> |
| PART IV: OTHER PURPOSES | | |
| 10. | Headquarters Building Fund | 297 000 |
| 11. | Contribution to the Malaria Eradication Special Account | 2 000 000 |
| | Total - Part IV | <u>2 297 000</u> |
| | Sub-total - Parts I, II, III & IV | <u>23 607 180</u> |

| <u>Appropriation Section</u> | <u>Purpose of Appropriation</u> | <u>Amount US \$</u> |
|----------------------------------|---------------------------------|-------------------------|
| PART V: RESERVE | | |
| 12. | Undistributed Reserve | 1 683 140 |
| | Total - Part V | 1 683 140 |
| | TOTAL - ALL PARTS | 25 290 320 |

II. Amounts not exceeding the appropriations voted under paragraph I shall be available for the payment of obligations incurred during the period 1 January to 31 December 1962 in accordance with the provisions of the Financial Regulations.

Notwithstanding the provisions of this paragraph, the Director-General shall limit the obligations to be incurred during the financial year 1962 to the effective working budget established by the World Health Assembly, i.e. Parts I, II, III and IV.

III. The appropriations voted under paragraph I shall be financed by contributions from Members after deduction of:

- (i) the amount of \$ 642 000 available by reimbursement from the Special Account of the Expanded Programme of Technical Assistance
- (ii) the amount of \$ 51 720 representing assessments on new Members from previous years
- (iii) the amount of \$ 448 280 representing miscellaneous income available for the purpose

TOTAL \$ 1 142 000

thus resulting in assessments against Members of \$ 24 148 320.

IV. The Director-General is authorized to transfer an amount not exceeding US\$ 214 090 from the cash balance available in the Malaria Eradication Special Account to cover the credits towards the payments of contributions of Members, in accordance with schedule A attached.

SCHEDULE A

to the Appropriation Resolution for the financial year 1962

Members eligible for credits in accordance with resolution WHA14.15 towards the payments of their contributions in respect of that portion of their assessments corresponding to the total amount voted for Appropriation Section 11 under Part IV: "Other Purposes" of paragraph I of the resolution. . .

and then - do you want me to read all the names of the countries?

The PRESIDENT: Thank you, the resolution is before the house. Are there any remarks or observations? The delegate of the USSR.

Dr SAGATOV (Union of Soviet Socialist Republics) (translation from the Russian):
Mr President, gentlemen, the Soviet delegation is abstaining from voting on the appropriation resolution for the 1962 regular budget.

Our position is based on the fact that we consider it necessary to continue the financing of the malaria eradication programme from a voluntary fund, i.e. we are against the incorporation of this expenditure in the regular budget.

In addition we are disturbed by the constant increase in the Organization's unproductive expenditure on staff costs and administrative and other so-called statutory costs.

We consider that the tasks facing WHO in connexion with the granting of assistance to many new Member States require a review of expenditure on the main items with a view to eliminating spending of secondary importance and releasing additional resources for the accomplishment of the basic aims of WHO.

I request that the resolution be put to the vote.

The PRESIDENT: Any further observations? In the absence of any further observations, I propose to put the resolution to the vote. The delegates are requested to vote in the usual manner. Those in favour of this resolution, kindly hold up their cards. Those against. Abstentions. Thank you.

Those in favour of this resolution, 68; against, nil; abstentions, 9.

The resolution is carried.

I shall now put the whole report to the house. May I take it that you approve the whole report? The report is adopted.

3. STATEMENT BY THE DELEGATE OF BELGIUM
DECLARATION DU DELEGUE DE LA BELGIQUE

The PRESIDENT: Before closing, the delegate of Belgium has requested to make a statement - a brief statement. The delegate of Belgium.

Professeur GOOSSENS (Belgique) : Monsieur le Président, je vous remercie de m'avoir accordé la parole. Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, tout au long de cette session la délégation belge s'est efforcée de maintenir ses interventions au niveau auquel cette Assemblée a l'habitude de situer ses débats, et cela en dépit de la violence, je dirai même du caractère injurieux de certains propos tenus par certains délégués à l'égard du pays que cette délégation représente.

La délégation belge n'entend pas se départir de cette règle de conduite, mais elle désire très fermement qu'il soit fait mention au procès-verbal que son silence ne signifie pas qu'elle accepte sans plus les provocations dont elle est l'objet. Elle se contentera de rappeler que son gouvernement a fait justice, au sein des organes compétents de la coopération internationale, des accusations articulées contre le peuple belge. La délégation belge s'en tiendra là pour cette déclaration. Ce faisant, elle tient compte du voeu émis par le Président de cette Assemblée lorsqu'il souhaitait que les orateurs s'en tiennent aux questions qui sont de la compétence de cette Assemblée. Enfin, la délégation belge regrette que, par leurs propos, certains délégués aient mis en péril l'efficiencce de notre organisation.

The PRESIDENT: The programme of the meeting having ended, the plenary meeting is closed.

The meeting rose at 4 p.m.
La séance est levée à 16 heures.